



Sortir des énergies fossiles pour tenir le cap de la transition écologique et sociale

La COP27 vient de marquer une avancée majeure pour la justice climatique avec la création d'un fonds pour les pertes et dommages des pays les plus vulnérables. Mais elle a manqué le rendez-vous de la sortie des énergies fossiles, dont l'utilisation est la cause principale du réchauffement climatique : charbon, pétrole et gaz sont responsables de près de 80% des émissions de dioxyde de carbone depuis le début de la révolution industrielle.

Alors que l'objectif de l'Accord de Paris est de limiter le réchauffement à +1,5°C, nos activités humaines mettent la planète sur une trajectoire de près de 3°C à la fin du siècle, ce qui entraînera davantage de catastrophes climatiques, de pénuries, de pauvreté, de famines ou de conflits.

Pendant cette année 2022 qui a été la plus chaude jamais mesurée en France, la Gironde a elle-même subi nombre de manifestations du dérèglement climatique : gel tardif, grêle d'une rare violence, canicules à répétition, incendies monstrueux...

Selon le dernier rapport du GIEC, la consommation de charbon, de pétrole et de gaz doit diminuer respectivement de 95 %, de 60 % et de 45 % en 2050 par rapport à 2019, pour limiter le réchauffement à 1,5°C.

L'industrie fossile prévoit au contraire le développement de nouveaux projets. Ces derniers entraîneraient d'ici 2030 des émissions de GES supérieures de 120 % à ce qui a été fixé comme compatible avec une hausse de 1,5°C. Les capacités de production aujourd'hui en activité devraient produire à elles seules plus d'émissions qu'il n'en faut pour rester en deçà de ce seuil.

Tout comme il y a cinquante ans, un traité international a permis de désamorcer la menace des armes nucléaires, le monde a aujourd'hui besoin d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles.

La nécessité de sortir des énergies fossiles en réponse à l'urgence des crises climatiques et sociales, se matérialise dans un Traité de non-prolifération des combustibles fossiles. Lancé par la société civile et la communauté scientifique en 2019, ce traité a depuis reçu nombre de soutiens : le Vanuatu, Tuvalu, la Nouvelle-Zélande, le Timor-Oriental, le Vatican,

l'Organisation mondiale de la santé, le Parlement européen, plus de 70 villes (dont Paris, Bordeaux, Barcelone ou encore Londres), 100 Prix Nobel, 3 000 scientifiques et 1 800 organisations de la société civile.

Complémentaire à l'accord de Paris, le traité vise d'abord à arrêter l'expansion et la construction de nouvelles infrastructures d'énergies fossiles, condition nécessaire à l'atteinte de la neutralité carbone en 2050. Il prévoit ensuite de réduire progressivement la production existante. Il soutient une transition mondiale vers les énergies renouvelables où aucun travailleur, communauté ou pays n'est laissé pour compte.

La coopération internationale est la seule manière efficace de prévenir la prolifération des combustibles fossiles et de supprimer progressivement les stocks et les infrastructures.

Ainsi, le Conseil Départemental de la Gironde demande au Gouvernement :

- D'adhérer à l'appel d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles,
- De ne plus soutenir directement ou indirectement aucun investissement dans les combustibles fossiles, dès 2023, y compris les projets adossés à des techniques de captage et de stockage du carbone.

En cohérence avec sa stratégie de résilience et de contribution à la neutralité carbone, le Département étudie également la possibilité d'adhérer en tant que collectivité à ce traité de non-prolifération des combustibles fossiles.

Il choisit aussi de se saisir des enjeux de transparence financière et de responsabilité sociale et environnementale pour orienter les banques vers des pratiques plus vertueuses, loin des énergies fossiles. Il travaille donc à sélectionner les banques à qui il emprunte en leur soumettant un questionnaire sur leurs engagements éthiques et environnementaux.

D'autres collectivités¹ ont lancé le mouvement, notre nombre fera la force et la réussite de cette démarche.

¹ Paris, Lyon, Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Poitiers, Annecy, Arcueil, Besançon, Bourg-en-Bresse, Tours, Villeurbanne, Métropole de Lyon, Grand Poitiers